

Questions orales

M. Lang: Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a certainement pris aucune décision relativement à ce bill ou aux questions qu'il soulève. S'il prend une décision, il en avisera évidemment la Chambre de la façon habituelle.

M. l'Orateur: Le député de South Shore.

M. Diefenbaker: Le ministre veut-il nous dire que ni le cabinet ni lui-même n'ont encore étudié cette loi susceptible de démembrer le Canada? C'est insensé!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de South Shore a la parole.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DÉGÂTS CAUSÉS AUX NASSES À HOMARDS PAR DES NAVIRES SOVIÉTIQUES—DEMANDE D'INDEMNISATION DES PÊCHEURS—LES MESURES PRÉVENTIVES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais j'aimerais tout d'abord le féliciter de sa nomination à son nouveau poste.

Ma question intéresse notre région. Étant donné les dommages causés par les bateaux de pêche russes le 11 juillet 1974 aux nasses à homards que leur propriétaire, la société McLeod Fisheries Limited, évalue à plus de \$170,000, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue d'assurer que les Russes indemniseront cette société de ces dommages ainsi que d'autres lourdes pertes? En outre, quelles mesures, le cas échéant, a-t-on prises en vue d'empêcher que de tels incidents, qui détruisent les moyens d'existence de nos pêcheurs et de nos sociétés de pêche de la côte est, ne se reproduisent?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie aussi mon honorable confrère de ses bons souhaits. Pour répondre directement à la question, j'aimerais lui dire que nous avons pris les attestations écrites des pêcheurs qui ont subi des pertes. Ces attestations ont été transmises au gouvernement soviétique par voie diplomatique et nous lui avons demandé de verser une compensation. Nous nous attendons à ce que le gouvernement soviétique prenne une attitude raisonnable.

M. Crouse: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je me demande si le ministre répondrait à la dernière partie de ma question, c'est-à-dire, quelles mesures prend le gouvernement pour éviter une répétition de ces pertes qui détruisent littéralement notre industrie?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, sous réserve d'une enquête plus poussée, je crois comprendre que le ministère des Pêches et la flotte soviétique en sont venus à une entente pour éviter que ce genre de saccage se reproduise surtout en ce qui concerne les pêcheurs de homard. Ces ententes sont permanentes et le ministère entretient des relations suivies avec la flotte pour éviter qu'il n'y ait d'autres incidents. Je crois que le dernier a fait l'objet de conversations entre le ministère et le commandant de la flotte en vue d'éviter des incidents ultérieurs.

[M. Diefenbaker.]

LA CONSOMMATION

LES RÈGLEMENTS RELATIFS À L'INDUSTRIE VINICOLE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Roger Young (Niagara Falls): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu l'inquiétude qu'a provoquée un peu partout la publication dans la *Gazette du Canada*, en juillet dernier, de règlements visant l'industrie canadienne du vin, puis-je savoir si le ministre entend maintenant abandonner ces projets de règlements?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, toutes les parties intéressées avaient 60 jours pour présenter leurs observations. Devant l'intérêt manifesté par cette question, j'ai prolongé ce délai jusqu'au 24 novembre prochain. Je reconnais l'intérêt marqué de l'honorable député pour cette question; je sais que lui et quelques-uns de ses collègues de cette partie du pays ont déjà fait des instances à ce sujet. Je veux les assurer, ainsi que les autres députés, qu'aucune décision finale ne sera prise à ce sujet avant que tous les points de vue aient été étudiés.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE POUR LES FORCES POLICIÈRES DU QUÉBEC—L'ATTITUDE DU MINISTRE

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général du Canada.

A la suite des nombreuses résolutions de conseils municipaux que le ministre a reçues demandant une révision et une aide financière de la part du gouvernement fédéral relativement au coût de financement des forces policières du Québec, a-t-il l'intention d'avoir sous peu des discussions avec le ministre de la Justice du Québec à ce sujet, ou est-ce que ce dossier est, dans l'esprit du ministre, complété et fermé?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà discuté avec le ministre de la Justice du Québec, et je lui ai envoyé une lettre il y a quelques jours indiquant que nous n'avons pas de programme visant à assister la province de Québec ou les autres provinces relativement à leurs forces policières.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONDAMNATION À MORT D'UN CITOYEN CANADIEN EN URSS—L'ÉMISSION DE PASSEPORTS À DES INDIVIDUS SOUPÇONNÉS DE CRIMES DE GUERRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, lui présentant également mes bons vœux.

Est-ce que le ministre, au cours de ses discussions aux Nations Unies avec les délégués de l'URSS, a soulevé la question de la condamnation à mort du citoyen canadien, David Geldiaschivilli?